L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No 73. — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 18 JUILLET 1873. — 46me Année.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 18 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par O. Valeton, au No ... rue de Chartres, meubles.

Par le Shérif, le fonds de magasin situé au No. 41 rue de Chartres, consistant en articles de nouveautés, modes, etc.

Par Hoffman, Martin & Co., au No 83 de la rue de Chartres — "Nations" articles de ... et lingerie.

ATTENTION!

La vente par le shérif du fonds de magasin No 41, rue de Chartres, consistant en articles de nouveautés et de modes pour dames, etc., etc., sera continuée aujourd'hui à 10½ heures A. M.

L'émigration louisianaise au profit du Texas.

Nous avons dit que l'émigration qui se porte vers le Texas est en grande partie américaine, et c'est l'exacte vérité. Le chemin du Missouri à Marshall et de là à Houston, chemin achevé, et sur lequel un train roule maintenant tous les jours entre les deux Etats, va redoubler cette émigration, car il n'y a pas de comparaison à établir entre le rendement, comme argent, des récoltes du Missouri et le même rendement des récoltes du Texas.

Les récoltes du nord-ouest donnent peu de profit, et la preuve en est dans cette association de fermiers dont nous avons déjà parlé et qui a pour but d'opérer une révolution dans le régime économique et financier des chemins de fer. Il est certain qu'un acre cultivé pour le coton sous le climat des Etats du golfe, donne un revenu beaucoup plus fort qu'un acre cultivé pour le blé ou le maïs sous le climat des Etats du nord-ouest. Il doit donc arriver, et cela se voit déjà, que l'émigration change de cours ou de direction. La preuve étant acquise aujourd'hui que, pour faire de l'agriculture au sud, il n'est pas absolument nécessaire d'y exploiter un travail forcé ou de sacrifier d'avance un gros capital pour se procurer ce travail, des milliers de fermiers, mécontents de la situation agricole où ils se trouvent dans les Etats du nord, dans les Etats surtout qui sont éloignés du littoral, seront tentés de la changer en se portant vers des lieux plus favorables à leur paisible et laborieuse industrie.

Une autre preuve est acquise aussi, c'est la possibilité pour la race blanche de cultiver elle-même de ses mains le coton dans les Etats du Sud et aussi le maïs et toutes sortes de céréales. Cette possibilité seule est déterminante pour quantité de fermiers qui connaissent, de réputation, la grande fertilité des terres du Sud-Ouest. Joignez à ces avantages la suprématie de la race blanche et le moyen de faire arriver une récolte en Europe à meilleur marché qu'une récolte du Nord-Ouest au littoral de l'Atlantique seulement, et vous aurez le secret de l'explication de ce grand mouvement des populations agricoles du Nord-Ouest vers le Texas.

De cette émigration, certes, nous ne sommes pas jaloux et nous voudrions que nos voisins du Texas fussent encore plus favorisés qu'ils ne le sont par l'émigration américaine, car leur prospérité ne pourrait manquer à la fin de se faire sentir, un peu du moins, sur nos frontières, et peut-être même jusque dans l'intérieur de notre Etat. Mais, en attendant nous souffrons du mouvement, cela est certain, car la Louisiane n'est pas le dernier Etat à fournir son contingent au chiffre de cette émigration extraordinaire qui se porte vers le Texas.

La Nlle-Orléans en souffre particulièrement. Déjà des centaines de familles, établies ici depuis longtemps, sont parties et ne reviendront pas. D'autres s'apprêtent à partir et les conséquences de cet exode ou de ses projets d'exode, se font sentir dans tous les quartiers. Ce sont des maisons vides et des écriteaux inutiles, appelant des locataires qui n'existent plus pour nous, ou dont le nombre diminue sans cesse. Et malheureusement c'est la bonne population qui s'en va, celle qui est la plus laborieuse et qui contribuait le plus à fournir aux propriétaires le moyen de supporter les lourdes charges fiscales dont ils sont accablés.

Il est nécessaire, évidemment, d'arrêter ce mouvement de dépopulation et cela le plus vite possible. La Nouvelle-Orléans a eu souvent des *hauts et des bas*, comme on le dit en termes vulgaires; mais aujourd'hui la fluctuation vers la baisse domine et la hausse ne reparaît plus. Le discrédit nous a bien décidément atteints et pour y mettre un terme, il faudrait faire beaucoup de choses dont nous voyons avec regret qu'on ne s'occupe pas.

Nous avons indiqué dans un article précédent la cause de l'engouement des populations pour le Texas. Cet engouement n'est pas aveugle; il est au contraire fort éclairé et raisonné. Chacun va chercher ses facilités d'existence là où il croit pouvoir les trouver le mieux. En ce moment, il nous manque ici à peu près tout. Nous n'avons liberté, ni justice, ni sécurité. Si au moins, nous avions quelque perspective de fortune, ou seulement d'amélioration de cet horrible état de choses, fut-ce même dans le lointain, la grande majorité de ceux qui souffrent, se décideraient à souffrir encore plutôt que de sortir de l'Etat. On l'a dit bien souvent, et nous croyons que cela est vrai: il y a en Louisiane des attraits particuliers pour toutes les nationalités et toutes les populations du monde. On y compte beaucoup de gens, d'Européens surtout, qui auraient mieux fait de rester dans leur pays. Une fois cependant établis dans celui-ci ils l'ont aimé toujours d'avantage et ils s'y sont attachés au point de le regarder comme une mère-patrie.

Mais ce sentiment d'affection et d'attachement ne peut tenir devant les calamités dont le parti radical a frappé ce pays. Si précieux et honorable qu'il soit, le sentiment ne vient qu'après la possibilité de l'existence. Il faut exister avant tout; c'est de règle absolue et sous-entendue. Or, le gouvernement radical a rendu le pays inhabitable; il y a rendu l'existence impossible. Le gouvernement radical a fait ici ce qu'aucune maladie ou peste, ou aucun fléau climatérique, n'avait pu faire; il a dégoûté les habitants, il les fait fuir. Les habitants cherchent à échapper à ce gouvernement comme à une malédiction sortie du fond de l'enfer, et où vont-ils? au Texas. Oui, ils vont au Texas, où la race blanche, qui était plus nombreuse que la race de couleur au moment où le cataclysme est arrivé, a pu prendre le dessus; où elle a renversé, anéanti le radicalisme, et où elle est parvenue à s'assurer un gouvernement modéré, un gouvernement de raison et honnête, un gouvernement civilisé, avantage qu'on ne pourra jamais avoir en Louisiane tant que ce malheureux Etat dépendra du vote des affranchis qui sont, qui ont été et seront pendant longtemps encore du côté de ceux qui prétendent être leurs libérateurs.

Il est universellement reconnu qu'il y a beaucoup à gagner à se servir des machines à coudre de Grover et Baker; ce qui le prouve, d'ailleurs, c'est leur immense succès de vente. Dépôt général pour le Sud, au No 107 de la rue du Canal.

Le vrai mérite ne gagne pas tout d'un coup la faveur publique, il ne faut pas prétendre à mesure qu'on apprend à le connaître. C'est le cas pour les HOME STOMACH BITTERS, qui, offerts depuis peu à la consommation, commencent déjà à attirer sérieusement l'attention, et qui seront de plus en plus appréciés.

Il y a plus de 15 ans que les machines à coudre de Grover et Baker ont été introduites dans le Sud et, depuis ce temps leur réputation n'a cessé de grandir. Aujourd'hui leur vente dépasse celle de toutes les autres. Dépôt général, Canal 107.

L'Affaire des Warrants de 1873.

Cette affaire, ... de son dénouement. Il faut bien que nous ... encore pour annoncer ce dénouement et expliquer comment il ... Nous devons convenir que le chef de la caisse d'Etat, autrement dit, le trésorier, a fait ce qu'il a pu pour battre en brèche le plan de M. Clinton. Mais celui-ci était armé de toutes pièces, et rien n'a pu l'arrêter, les demandes d'injonction contre lui ayant toutes échoué. Et de fait, nous ne voyons pas trop comment la justice se fût mêlée d'une chose qui n'était pas accomplie. L'auditeur a un pouvoir supérieur à celui du caissier. Quand l'auditeur tire sur la caisse de l'Etat, il faut qu'elle paye, et ce n'est, certes, pas la première fois, sous le gouvernement radical, qu'elle a payé pour des warrants tous plus ou moins frauduleux.

Le payement de ces sortes de papiers dont l'émission, d'après M. Kellogg, fut toujours votée à la hâte à la fin des sessions législatives, a toujours eu lieu quand il ... [illegible] que dans cette ... moment à ... on n'a pas toujours eu égard à l'ordre des dates, et que dans plus d'un cas, les derniers warrants ont été servis les premiers, ce qui n'était pas d'une justice exemplaire, surtout quand on payait les papiers intégralement et sans escompte.

Il en a été ou il en sera encore ainsi cette fois. Les warrants de 1873 passeront avant ceux de 1872; mais les détenteurs ne recevront que 50 ou 60 pour 100, différence notable pour la caisse, qui aura tout le profit que les courtiers auraient eu, si l'on eût suivi la pratique ordinaire. Avec le système de M. Clinton, pour $120,000 ou $140,000 de warrants rachetés, l'Etat gagnera près de $60,000 tout en rendant service à un plus grand nombre de gens, car plus le rabais est grand, plus on peut acheter de choses et contenter de vendeurs.

Les payements toutefois n'ont pas encore été exécutés et les fonds sont toujours déposés à la banque désignée par M. Clinton aux collecteurs de taxes. Mais on ne concevrait pas que ces fonds fussent refusés plus longtemps par le Trésorier quand lui-même ne peut les toucher qu'avec l'autorisation de l'Auditeur des comptes. La règle est celle-ci: Quand un collecteur de taxes veut faire un versement au Trésor, il faut qu'il en prévienne l'Auditeur et qu'il lui dise en quelle monnaie il compte opérer ce versement. Si l'officier contrôleur juge que l'affaire est régulière, il délivre au Trésorier l'autorisation de recevoir l'argent. Sans cette autorisation, le Trésorier ne peut pas recevoir.

On voit donc que si, dans l'espèce, il refuse de payer les warrants, il ne pourra pas se servir de l'argent déposé à la banque par les divers collecteurs. Il ne pourra alors ni payer les warrants de 1873 ni ceux des années antérieures; et où sera le bénéfice? — Au contraire, en obtempérant à la demande de M. Clinton et en usant de son autorisation, le trésorier sauvera pour l'Etat une somme de $60,000.

Cette considération ne paraît pas, néanmoins, avoir fait beaucoup d'impression sur l'esprit du trésorier qui, à ce qu'on nous assure, oppose toujours à l'exécution du plan de l'Auditeur une résistance plus obstinée que jamais. Tels étaient, du moins, les bruits qui couraient hier à la clôture de l'audience de la Cour Supérieure.

Il y avait beaucoup de monde au bureau de la trésorerie, c'est-à-dire beaucoup de gens ayant dans leurs poches des liasses de warrants d'origines diverses. Les Kellogg avaient à lutter contre les Warmoth et, ces derniers étant beaucoup plus nombreux, menaçaient de tout culbuter si on leur faisait un passe-droit. On voyait aussi parmi eux des groupes de capitalistes neutres, inclinant fortement du côté de la paix et de l'ordre.

Ces neutres, on le comprend tout de suite, étaient munis des deux sortes de pièces, les unes venant de Warmoth, les autres de Kellogg. Ils se montraient assez indifférents sur la question de préférence, mais non sur la question de payement. Rachetez ce que vous voudrez, disaient-ils, mais rachetez et payez.

L'ILLUSTRATION. — La maison Vor, Hébert & Cie, coin Chartres et Bienville, vient de recevoir les derniers numéros de l'*Illustration*.

L'immense et toujours croissante demande des machines à coudre de la compagnie Grover et Baker, est une des choses les plus extraordinaires du monde. Ces machines sont devenues les favorites du Sud. Bureau de vente 107, rue du Canal.

VERSAILLES.

30 juin.

On se préoccupe toujours à Versailles de la question de savoir si M. Dufaure, ou tout autre membre du Centre gauche demandera la mise à l'ordre du jour, dans les bureaux, des lois constitutionnelles. Voici, sur l'attitude des diverses fractions de la Chambre, les renseignements que nous avons pu recueillir. Il paraît certain que rien n'est encore résolu; dans l'entourage de M. Thiers, ainsi que je vous l'écrivais hier, on n'est pas d'accord sur l'opportunité de cette mise à l'ordre du jour. On dit que ... M. Thiers il se tient de ... [illegible] ... M. Cochery, ... M. Barthélemy Saint-Hilaire, ... [illegible] ... Or, il paraît que dans cet ... [illegible] ... rien n'est donc décidé encore; on veut connaître la gauche, savoir quelle attitude elle prendrait, le cas échéant; mais la gauche elle-même est fort hésitante; bien entendu, nous avons entendu un des membres les plus ... de ce parti déclarer qu'il n'y avait encore aucune résolution adoptée.

Que fera le gouvernement? que fera la majorité, si ses adversaires se décident enfin à porter la question à la tribune? Nous avons entendu ouvrir un avis qui nous a paru fort sage. Est-ce bien au moment où l'Assemblée est si près de se séparer, qu'il y a lieu de former une commission qui n'aura le temps de rien examiner, de rien décider; bien certainement, les commissaires nommés ne se résigneraient pas à passer leurs vacances à Versailles pour s'occuper de lois constitutionnelles dont le besoin ne se fait pas encore sentir; et le gouvernement sans prendre un parti absolu contre la mise à l'ordre du jour accepterait simplement à la Chambre la question d'opportunité, il est permis de penser qu'il y aurait une majorité pour prononcer l'ajournement. Ce serait là, nous le croyons, le parti le plus sage; sans doute, il contrarierait quelques membres du centre droit qui, paraît-il, sont très pressés d'aborder ces questions, sans que nous puissions en comprendre le vrai motif; mais cette contrariété, nous en sommes bien sûr, ne les entraînerait pas jusqu'à un vote hostile; si M. Thiers se décidait à faire demander un ... [illegible] ... [illegible]

UN ... LA TOUR SAINT-JACQUES. — Un ... [illegible] ... foule des ... [illegible] ... [illegible]

— Un ... [illegible]

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nous apprenons avec un véritable ... de regret, que M. A. P. Field, le procureur-général, ... [illegible] ... Il s'est démis momentanément de ses fonctions, en faveur de l'ex-juge Beaugin, qui doit le suppléer pendant son absence.

Nous souhaitons un bon voyage à M. Field et nous le voyons partir avec peine. Ce brave homme nous ... nous aimions à signaler ses ... et à nous moquer de lui. Nous ... pendant l'été, — quand tout est morne et calme, — pour nous amuser un peu à ses dépens, faute d'un passe-temps plus agréable. Son départ est donc une cruelle déception pour nous, et, désormais il faudra, bon gré mal gré, nous résigner à chercher ailleurs des *tiers* de chronique, et cela pour la plus grande satisfaction de nos lecteurs.

Nous ne nous dissimulons pas que la tâche sera difficile; car il ne nous reste plus rien; ni pseudo-juges, ni pseudo-officiers publics; à l'exception de M. Kellogg, qui vaut moins que rien, étant de sa nature un pleurard et un être par... [illegible]

La saison des chaleurs est funeste pour les malheureux, dont la profession est de donner des nouvelles au jour le jour et d'en inventer même au besoin quand il n'y en a pas.

Tout nous abandonne: les beaux petits jeunes gens, qui faisaient l'ornement de nos salons; les beautés à la mode; les princes de la finance; les agioteurs et les aventuriers politiques, riches des deniers publics; les hommes sérieux, dits hommes de poids, parce qu'ils sont chauves et ventrus; les heureux et les opulents. Tout ce monde nous a fui et s'en est allé aux eaux, à la recherche de nouveaux plaisirs, de nouvelles fêtes et de nouvelles aventures.

Les canards, eux-mêmes, ont pris leur vol vers le Nord, et il nous est impossible d'en saisir le plus maigre au passage, pour le servir à ceux qui nous font tous les jours la faveur de parcourir nos colonnes pour y trouver une nouvelle à sensation, — comme on dirait en anglais. Les citoyens de la pègre se reposent, eux aussi, ainsi que les coupe-jarrets et les assassins; car pour ces aimables industriels, comme pour tout le monde, la saison morte a commencé.

La Nouvelle-Orléans est donc à peu près désertée, et il n'y reste plus que les hommes d'affaires et plusieurs milliers de commis, souvent, hélas, sans emplois, grâce toujours, à cet été maudit.

On ne reçoit plus guère de visites et on se promène encore moins: — il fait si chaud! — notre seul compagnon d'infortune, est le fidèle moustique, qui nous chante aux oreilles, pour nous distraire et qui nous pique, pour nous tirer de notre léthargie, morale et physique. Ce n'est guère réjouissant; mais il faut faire contre fortune bon cœur; et nous essaierons sincèrement.

M. Field donc, suivant l'exemple général, nous quitte pour les sources, où il retrouvera sans doute, ses pairs. Il a besoin de se reposer sur ses lauriers et de se parer de son titre usurpé, d'avocat-général, devant des personnes qui le croiront sur parole, et qui ne sauront pas qu'il l'a escamoté au digne et honorable citoyen, qui seul a le droit de le porter, M. H. N. Ogden, l'élu du peuple.

Que M. Field se vante donc de ses exploits, de ses ruses et de sa sagacité! Nous lui conseillons de raconter, tout au long, à ses meilleurs amis, le fameux procès Cohen, qu'il a si habilement conduit.

Il nous reviendra probablement avec les premiers aquilons, et nous l'attendons de pied ferme, avec la conviction intime, qu'on ne nous le gâtera pas à l'étranger, et qu'il arrivera après trois mois de villégiature, tout aussi ridicule qu'avant son départ.

Car, nous connaissons bien notre personnage: c'est un savant homme, un avocat madré; mais il lui manque quelque chose. Nous laissons à nos lecteurs le soin de deviner quoi!

Un incendie s'est déclaré vers une heure, hier matin, dans une maison à deux étages, inhabitée, située au coin des rues Conti et Murat, appartenant à M. Coudron.

La bâtisse a été complètement détruite, et les pertes, évaluées à $3,500, sont couvertes par une assurance.

Le rapport journalier du bureau de police n'a rien de particulièrement intéressant.

Trois pauvres diables de voleurs, à moitié affamés ont été arrêtés, en flagrant délit, et conduits au poste. Ils se nomment William Rendeau, Elias Cassius et Joseph Burns.

Un homme du nom de Joseph La Rose accusé de mettre en circulation des nickels contrefaits, a été arrêté hier matin, au coin des rues Magasin et Calliope.

Il paraît que La Rose n'est pas très expert, car ses nickels qu'il essayait de faire passer, n'étaient qu'une grossière imitation.

Plusieurs escrocs ont voulu faire leur fortune dans ce genre d'industrie et n'ont pas réussi; — mais l'exemple des autres ne sert jamais, dit un vieux dicton.

La Rose pourra se convaincre cette fois, que tout n'est pas rose dans le métier.

Les deux métropolitains, Geo. Mason et John Lee, qui étaient accusés d'assaut et batterie et de faux emprisonnement, ont été trouvés coupables, et le juge de la Cour criminelle leur appliquera bientôt leur sentence. C'est un bon exemple, car depuis qu'ils sont devenus des soldats, les braves policiers se croient permis de nous traiter en peuple conquis.

Le malheureux John McKenna, qui avait reçu, mercredi soir, un coup de pistolet, tiré par un certain Thomas Miles, a succombé hier matin aux suites de sa blessure.

Le coroner Folwell a fait l'autopsie du corps et a constaté que la balle avait traversé l'os frontal et s'était arrêtée près de la cervelle.

Vers cinq heures, mercredi après-midi, un homme du nom de Joseph Cotters, conduisant une charrette, a écrasé maladroitement une petite fille de M. Langre, âgée de deux ans.

L'homme a été arrêté, et sa victime transportée chez ses parents.

Vers six heures et demie, hier après-midi, un français du nom d'Eugène Renal, demeurant rue Alexandre, entre les rues St. Louis et Toulouse, s'est suicidé, en se pendant à la colonne de son lit.

Le malheureux était âgé de quarante ans et n'avait pas de famille à la Nouvelle-Orléans. On attribue la cause de cet acte de désespoir au dénûment et à la pauvreté. Il était employé chez M. Louis Andra depuis quelques semaines, et celui-ci a déclaré qu'il n'avait eu qu'à s'en louer. C'était un homme sobre, mais d'un caractère mélancolique. — On a trouvé dans la chambre où le malheureux s'est tué, une bouteille de whiskey à moitié pleine; ce qui fait présumer que le pauvre Renal avait voulu se donner un courage factice avant d'attenter à sa vie.

Nous apprenons qu'un homme de couleur, du nom d'Adam, employé comme charpentier chez M. Peter Markey, au coin des rues Euphrosine et Franklin, se trouvant sur le toit de la maison pendant l'orage qui a éclaté hier, vers midi, a été foudroyé et tué instantanément.

Le coroner Folwell a fait la levée du corps.

TEMPERATURE. — 17 juillet 1873.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrades.
6 A. M.	80	27
12 M.	[illegible]	[illegible]
3 P. M.	[illegible]	[illegible]
6 P. M.	[illegible]	[illegible]

— Il existe aux environs de Mâcon une localité pittoresquement assise dans un vallon des belles et riches collines qui dominent le bassin de la Saône. C'est le village de Solutré; ce village, jusqu'ici, n'avait été renommé que pour son excellent vin, est aujourd'hui en grande réputation dans le monde archéologique. C'est qu'il a été, aux temps préhistoriques, le siége d'une station de l'homme primitif, la plus importante peut-être de l'Europe centrale.

Les fouilles de Solutré prennent, dit le *Journal de Saône-et-Loire*, une importance vraiment étonnante, bien qu'elles soient ... [illegible] ... pour la science de l'homme.

LA SEANCE DU 28 JUIN.

Admission d'élection.

L'élection de la Nièvre tient toute la séance. Le 27 avril dernier, deux candidats étaient en présence: M. Thurigny obtenait 32,521 voix, M. Gillois ... le nombre des électeurs inscrits étant de 89,597. M. Thurigny a obtenu ... voix de plus que le quart des électeurs inscrits. Mais quelles conditions l'ont faite l'élection de la Nièvre, et ces ... voix de plus n'ont-elles été acquises à M. Thurigny par aucune manœuvre coupable. Voilà l'objet du débat.

Le rapporteur, M. Carbonnier de Marsac, expose les griefs, énumère les protestations, raconte combien d'électeurs ont voté sans y avoir droit, expose par quels procédés et par quels placards les amis de M. Thurigny avaient soutenu la lutte et dénaturé les opinions de M. Gillois.

Les placards républicains, on sait ce qu'ils contiennent: voter pour un conservateur, c'est voter pour un ami de l'étranger, pour la guerre avec l'Italie, pour le retour de la dîme, du cens et autres droits féodaux, etc. Dans la Nièvre, on n'avait eu garde de dédaigner ce mode de propagande, et onze conseillers généraux avaient signé une circulaire rédigée dans le ton ordinaire et l'avaient répandue à ... [illegible] ... mais je la désapprouve, dit M. Thurigny. Ce désaveu tardif part d'un bon naturel, mais il est regrettable, réplique M. Lambert-Sainte-Croix, que M. Thurigny n'ait pas songé à répudier les termes de ce manifeste avant l'élection.

Au nombre des signataires de la circulaire désavouée aujourd'hui par M. Thurigny est M. Cyprien Girerd; or, c'est M. Girerd lui-même qui vient défendre l'élection de M. Thurigny.

"Vous ignorez donc, s'écrie-t-il, ce qu'ont fait les conservateurs. Ils ont tenu une réunion au Palais de Justice; une telle réunion, dans un tel lieu, a influencé l'esprit des électeurs." L'argument de M. Girerd est spécieux, mais la mémoire fait, paraît-il, un peu défaut à M. Girerd; car nous entendons MM. Janbert et de Bouillé qui ripostent à M. Girerd: "Lorsqu'il s'est agi de vous faire élire, votre comité siégeait dans cette même salle du Palais de Justice, et vous ne songiez pas à protester."

M. Girerd continue: "Des gardes-champêtres ont distribué des bulletins au nom de M. Thurigny:" qu'est cela? On a fait voter des absents et des morts: petite affaire! On a diffamé les amis de M. Gillois dans des placards publics: qu'importe à M. Girerd! Pour lui, une seule chose le préoccupe, ce n'est pas M. Thurigny qui est élu, c'est M. Gillois qui ne l'est pas.

Le discours de M. Girerd serait peut-être de mise, s'il s'agissait de valider ou d'invalider l'élection de M. Gillois, mais ce n'est pas lui qui est en cause, c'est M. Thurigny, de lui seul qu'il s'agit. M. Lambert-Sainte-Croix, dans un langage vif et avec une argumentation serrée, énumère les faux émargements, il flétrit les placards diffamatoires, il fait justice du système de défense de M. Thurigny, et termine par ce joli mot, qui restera comme la moralité du débat: "Un des orateurs de la gauche nous disait naguère: on ne *triche pas quand on est sûr du succès*. Il paraît que dans la Nièvre le succès n'était pas sûr, puisque l'on a triché."

L'Assemblée applaudit, M. Barodet lui-même ne peut s'empêcher de rire; le débat est terminé, la Chambre ne peut ratifier ces tricheries. Il y a une question de moralité publique à invalider ces élections où la fraude et la diffamation ont la part si grande. M. Thurigny, qui comprend que sa cause est perdue, déclare qu'il ne craint pas de reparaître devant ses électeurs. La clôture est demandée. M. Brisson essaie bien de dire quelques mots, mais l'Assemblée est éclairée, on passe au vote, et, par 416 voix contre 217, l'élection de la Nièvre est invalidée.

M. Thurigny peut solliciter de nouveau les suffrages des électeurs; seulement qu'il se méfie des morts qui votent et des circulaires de ses amis, et qu'il ne s'expose pas à s'entendre dire, comme dans la séance d'hier, qu'il ne désavoue ce qu'il réprouve qu'après en avoir profité.

Faits divers.

— N'oublions pas les Prussiens. Au reste, leur manière de se tenir dans les provinces annexées ne nous met pas, Dieu merci, en situation de les oublier. — Un de nos amis qui vient de faire un petit voyage en Lorraine nous rapporte ce qui suit:

Depuis trois mois, nos vainqueurs se sont mis à débaptiser les villages, auxquels ils ont infligé des appellations germaniques.

La monnaie allemande a aussi succédé à la monnaie française.

Nos paysans, n'entendant rien aux kreutzers, aux groschen et aux thalers, sont indignement rançonnés par la conquête.

Aucun cheval ne peut sortir de Lorraine pour venir en France à moins que son propriétaire n'ait déposé 300 francs entre les mains de l'autorité nouvelle.

Les impôts exigés au nom du Kaiser sont écrasants et exigibles de suite, sous menace de saisie.

Partout où il se trouve une église catholique, on bâtit parallèlement un temple luthérien.

Le plus fort, c'est qu'on ne veut plus permettre aux habitants de chanter qu'en allemand.

Et nous disons, nous, "Tant mieux! qu'ils n'épargnent pas les vexations aux nôtres. Plus ils se feront détester, mieux ça vaudra pour la France."

— On a pris toutes les dispositions nécessaires à la réédification de la colonne Vendôme. Si les pièces de bronze qui formaient le revêtement extérieur de la colonne étaient au complet, le travail ne durerait pas longtemps, le gros œuvre étant lui-même une simple construction en pierres de taille, dont toutes les assises sont ... en vis St-Gilles. Quelques semaines suffiraient pour exécuter la taille de ces pierres, et fixer les feuilles ... dales qui forment la colonne en bronze au fur et à mesure de l'élévation du massif en pierre.

Mais, outre que ces feuilles sont en partie brisées, que les écrous d'attache sont presque tous à refaire, plusieurs des plaques manquent, ainsi qu'un grand nombre de fragments; presque tous les petits éclats ont disparu. Comme on le voit, l'opération exige un important travail de restauration artistique; les raccords et les soudures présenteront aussi de grandes difficultés, car il n'y a pas moins de 1,150 boulons ou agrafes reliant les plaques de bronze entre elles et les fixant au corps de la maçonnerie.

D'après les *Annales Industrielles*, il entrait dans la colonne complète, compris la statue et les ornements de la corniche, 180,000 kil. de bronze, formant ... révolutions d'hélices en ... pièces, le tout ayant un développement longitudinal de 260 mètres.

Les plaques de bronze à restaurer qui étaient emmagasinées au Palais de l'Industrie viennent d'être transportées chez MM. Mandutt et Bachet, constructeurs, chargés de cette partie de l'entreprise.

— A l'Académie des sciences, on va s'occuper d'une importante question: l'adoption d'un méridien unique international. Actuellement, nous avons deux méridiens, l'un qui passe par l'Observatoire de Paris, l'autre qui passe par l'Observatoire de Greenwich; ce dernier est adopté par la plupart des puissances. Il en résulte une différence de 2° 20 entre les deux. ... [illegible] ... Greenwich prolongé de façon à venir couper notre territoire à Trouville. On élèverait une colonne à l'endroit précis où passerait ce méridien.

L'adoption d'un méridien unique aurait un avantage ... [illegible]

— Savez-vous ce que les Prussiens avaient entassé de munitions dans les magasins de Belfort? 100,000 projectiles creux; 3,000 quintaux de poudre; 1,000 quintaux de cartouches. Sans compter les pièces d'artillerie! Il faudra cinq semaines pour évacuer cette formidable quantité de matériel, qu'on déménage à raison de trente wagons pleins par jour! Et dire que tout cela n'était que provisoire! Que serait-ce si c'eût été définitif.

— A l'Opéra.

— Quelle est donc cette jeune dame qui est si décolletée dans l'avant-scène de droite?

— C'est une demoiselle anglaise de la plus haute distinction.

— Tiens, je croyais qu'une *miss décente* était de rigueur! ...

— Au bal de l'Opéra: Un monsieur serre de fort près un domino ... [illegible]

— Docteur, je souffre d'un mal de reins ... [illegible] ... — Mille francs. Le Parisien tire un billet de mille de son portefeuille. — ... vous êtes payé. ... le billet et disparaît ... du savant.

M. Lepère, député de l'Yonne, ... [illegible] ... "Toute la ville d'Auxerre ... [illegible]"

Eh bien! maître Lepère — le décret en question — a voté ... [illegible] ... Voilà où mène le ... [illegible]

M. Lepère était autrefois l'avocat de la préfecture, ... [illegible]

— Tout ça, dira-t-on, si les clubs de Belleville étaient encore ouverts, ... grand peuple ne sera pas encore gouvernable."

— Le 19 juin, un pêcheur à la ligne a pris, entre le pont Neuf et le pont au Change, sur la rive de la Seine, une superbe carpe, ... Un anneau d'argent ... Le troisième chiffre est effacé. L'heureux pêcheur se propose de faire don de sa trouvaille au Jardin d'acclimatation.

On suppose, non sans raison, que cette carpe provient de quelque bassin de résidence princière.

(Communiqué.)

Monsieur le Dr Genthier. ... [illegible] ... Recevez, Docteur, l'assurance de ma sincère reconnaissance.

THOMAS ASBURY, Rue St. Ferdinand ...

ENTREPOT DE TAPIS, ... A. BROUSSEAU, Importateur, ... TAPIS ... TOILES CIRÉES ... NATTES ... STORES, Couvertures de tables et de pianos. RIDEAUX ... BROCATELLES, COTELINES ... A. BROUSSEAU.

Louisiana Savings Bank AND Safe Deposit Company, 31, RUE DU CAMP.
AUJOURD'HUI, à une réunion des Directeurs, les officiers suivants ont été élus: E. C. PALMER, Président; DAVID WALLACE, Vice-Président; JOHN S. WALTON, Caissier. 17 juillet—2t—PP

Institutrice. UNE DAME FRANÇAISE, ... [illegible]

Demande de $5000 ... [illegible]

Dissolution de Société. LA Société J. GUILFOUX et J. E. LEE ... J. GUILFOUX, J. E. LEE. 16 juillet—3

S. L. O. 7 — 18 — 7 18.

VÉRITABLES CIGARES DE LA HAVANE, GARANTIS D'IMPORTATION, à 5 cents pièce, chez ED. L. ZELL & Co., coin Chartres et Canal.

Billet perdu. ... [illegible]

Cent Pianos. Des meilleurs facteurs, à savoir: STEINWAY, KNABE, ... LOUIS GRUNEWALD. ... 129 rue du Canal.

Succession de DAVID PRESTON, No 37,806. ... ISAAC RODRIGUES, Administrateur.

PIERRE PAVIA, CORDONNIER-MECANICIEN, 168 ... RUE ROYALE ... 168. Entre St. Pierre et Toulouse. CHAUSSURES A VIS, ...

L'APPAREIL DE HANCOCK, A INCENDIE. ... A. M. GRANGER, Agent-Général, ...

Bon Marché! Bon Marché! B. SEMBRE, COIN ST-LOUIS ET ROYALE. ... MARCHANDISES FRANÇAISES. ARTICLES POUR HOMMES. CHEMISES ... CHEMISES D'ENFANT. GILETS ... CALEÇONS ... CHAUSSETTES ... MOUCHOIRS, CRAVATES, ... BRETELLES, PARFUMERIE FRANÇAISE. ARTICLES POUR DAMES. ... EVENTAILS ... PARASOLS, ...

JAMES EDMONSTON, Lieut.-Col. ...

Compagnie du Chemin de fer de la rue de Chartres ... V. RIVIERE, Secrétaire.

Propositions Avantageuses! 197 et 199 Vieille Levée 197 et 199. EN FACE DU MARCHE FRANÇAIS.
MICHEL LION
Fatigué du commerce de détail, se propose d'écouler son magnifique stock, A N'IMPORTE QUEL PRIX, pourvu qu'il s'en débarrasse. Le tout se compose d'HABILLEMENTS CONFECTIONNES pour hommes et enfants, LINGE DE DESSOUS, CHAPEAUX, MALLES, VALISES, etc. Le tout doit être écoulé dans 30 jours à partir du 5 juillet; ... C'est une liquidation positive, les COMPTOIRS, VITRINES, GAZ FIXTURES et MACHINES A COUDRE seront cédés à des termes avantageux, l'intention de M. LION étant de commencer une maison de gros. 4 juill—1m

Liquidation! Liquidation! POUR CAUSE DE CHANGEMENT D'AFFAIRES.
J. TURCOTTE
158 ... RUE DU CANAL ... 158. MAISON BLANCHE, ... Désirant me retirer des affaires de détail ... à la MAISON DE GROS ... je vendrai à partir de Lundi 23 juin tout mon stock de MARCHANDISES SECHES DE DÉTAIL, ... DANS LE PLUS BREF DÉLAI. ... AU No 158 CANAL. ... J. TURCOTTE, 158, rue du Canal.

Sources, Bains, Hôtels, Restaurants.

Hôtel Stockton, A LA BAIE SAINT-LOUIS. MME STOCKTON ... [illegible]

L'Ancien Méridien, ... [illegible]

Baie St-Louis. MME L. CHABERT ... [illegible]

HOTEL BOULO, A BILOXI, MISS. ... [illegible]

HOTEL SHADY GROVE, A BILOXI, Mississippi. ... [illegible]

RESTAURANT FRANÇAIS A LA MOBILE, TENU PAR J. FACTEAU, ... No 11, Rue Government, ...

Restaurant Cosmopolitain, 13 et 15 ... RUE ROYALE ... Entre les Rues Canal et Douane. LOUIS CHAPLAIN, Propriétaire. ...

DENTISTES.

Le Dr. Charles E. Kells, DENTISTE. ... rue Dauphine, ...

J. A. CASADAVANT, D. D. S. CHIRURGIEN-DENTISTE, ...

66 ... Rue Bienville ... 66. Le Dr. L. DUPERRON, ...

Révolution! Révolution! ... [illegible]

Splendide Occasion! Grand Sacrifice de Marchandises.
GUEBLE & NIPPERT, 187 - - Rue du Canal - - 187.
DÉCIDÉS à clore leur magasin dans le plus court délai, avant d'ouvrir leur nouvelle maison de GROS, offrent leurs marchandises à 25 0/0 et 50 0/0 au-dessous du prix coûtant.
Grand Bon Marché — de — EVENTAILS, EN-TOUT-CAS et PARAPLUIES. CORSETS DE PARIS! CORSETS DE PARIS! GANTS ET PARFUMERIES FINES! RUBANS, GARNITURES, DENTELLES! ... POUR MESSIEURS — CHEMISES ... CALEÇONS, Mouchoirs, Chemises de peau, &c. PANIERS! PORCELAINES!! VERRERIES!!! PARFUMERIES FRANÇAISES de Lubin, Pinaud, &c.

AVIS IMPORTANT — AUX — MAITRES DE MAISON — ET — Aux Consommateurs de Gaz.
LE GAZ RENDU MEILLEUR MARCHÉ QUE LE KEROSENE. PLUS D'INCENDIES CAUSÉS PAR LA GAZOLINE. PLUS DE MORTS CAUSÉES PAR LES EXPLOSIONS DE LAMPES.
Bureaux de la Compagnie du Gaz de la Nouvelle-Orléans, 20 juin 1873.
Le 1er janvier 1874, dès l'achèvement de la nouvelle usine que cette compagnie est à construire en ce moment, le prix du gaz, à la Nouvelle-Orléans, dans les limites des quartiers approvisionnés, sera réduit à TROIS PIASTRES PAR MILLE PIEDS CUBES pour tous les consommateurs, ... [illegible]
Par ordre des Directeurs, JAMES JACKSON, Président.

Théâtre de l'Opéra. Les musiciens d'orchestre et les choristes qui désirent être engagés à l'Opéra (1873—74) sont priés de passer au bureau, rue Toulouse, pour signer leur engagement.

CINQ SOUS. CINQ SOUS. EAUX MINERALES. A partir d'aujourd'hui, ... cinq sous le verre. ... B. EBERWALD, Pharmacien et Chimiste. ... rue du Canal.

Cinquante mille piastres SERONT prêtées par la METROPOLITAN LOAN AND SAVINGS BANK, au No 14 de la rue du Camp, ... DIAMANTS, PERLES, MONTRES, BIJOUX, PIANOS, OBLIGATIONS DE L'ETAT OU DE LA VILLE, ... T. D. VAN HORN, Caissier.

CAFE DE LA ROTONDE DE L'HOTEL ST-LOUIS. CONSOMMATIONS à 5 cents le verre. ...

Machines à coudre (perfectionnées) A L'USAGE DES FAMILLES, DE GROVER & BAKER. Grand Dépôt du Sud, 107 rue du Canal, coin Passage de la Bourse. ...

Mme LEONCE, ... venue de Paris. ... [illegible]

Mille piastres de récompense. ... MILLE PIASTRES ... LOUIS A. WILTZ, Maire.

J. A. D'HEMECOURT.
CONFISERIE Avec une Usine à vapeur.
J. A. D'HEMECOURT, SUCCESSEUR DE E. TURPIN, 93 ... Rue Vieille-Levée ... 93.
GRANDE **Fabrique de Candi.** CANDIS EN BATONS ... Agence "DES FEUX D'ARTIFICES" ... TORPEDOES ET FIRE CRACKERS.

DÉPARTEMENT DE FINANCES, HOTEL-DE-VILLE, Nouvelle-Orléans, 11 juillet 1873.
TAXES DE VILLE. L'ATTENTION des Contribuables est appelée sur le fait qu'il reste dix-sept jours seulement ... Après le 31 du courant, l'intérêt et les frais commenceront. ... B. M. TURNBULL, Administrateur ad interim des Finances.

Tradesmen's Fire Insurance Co. NOUVELLE-ORLÉANS. ... Capital ... $250,000. JOHN I. RAINES, Président. CHAS. E. BENTON, secrétaire. ...

The Freedman's Savings & Trust Co. CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE. ... SUCCURSALE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS; No 182 Rue du Canal, ... HEURES DE BANQUE: De 9 heures A. M. à 3 heures P. M. ... C. D. STURTEVANT, ...

Avis au Public. M. ORIGLIASKI ... [illegible]

E. H. REYNES & BRO., ... CHANGE sur Paris et Londres ...

Location et Location à Bail. WALTON, DAVIS & FRERET, Agents pour la Vente et la Location de propriétés foncières. ANNONCENT ... [illegible]

Chaudières à Sucre du Tennessee ... APPARTENANT à MM. WOODS, YEATMAN & CO. ... B. F. LAVILLEBEUVRE, ...

Cigares, Tabacs. Cigares de la Havane et du Pays. ... ED. L. ZELL & CO., Coin des rues Canal et Chartres ...

J. DESCA, ANCIENNE MAISON L. ... No 38 ... RUE VIEILLE-LEVÉE ... No 38. ... TABAC A FUMER ET A PRISER. ... CIGARES DE LA HAVANE, TABAC A CHIQUER, PIPES, &c.

MARCHAND-TAILLEUR. **PAUL BOISSONNEAU,** 160 ... Rue du Canal ... 160. DRAPS ANGLAIS ET FRANÇAIS ...

JOS. BRANDNER, MARCHAND-TAILLEUR, 34, Rue Bourbon, entre Bienville et Douane.

FABRIQUE D'ENCRE D'IMPRIMERIE ... **COLLINS & BAQUIE,** ...

CONFISERIE **ADOLPHE LEMARIE,** ...

APPAREIL PERFECTIONNÉ — DE — **GAZ BARBARIN,** ...

CASSIDY & MILLER, ...

POUDRE DE LEVAIN "PARAGON" De C. H. COLLIN. DÉPOT: 84, RUE TCHOUPITOULAS.

GRANDE FABRIQUE DE CANDI DE NORMAN & REISS ... rue Vieille-Levée ... RUE VIEILLE-LEVÉE ...
Sirops de Fruits FRAMBOISE, ... GROSEILLE, CITRON, ORANGE, ANANAS, ORGEAT, GINGEMBRE, NECTAR, CERISE, BANANE, VANILLE, ROSE, SALSEPAREILLE, NATUREL, MEAD, VINAIGRE. A vendre par NORMAN & REISS.

Tirage de Loterie de l'Etat de la Louisiane. POUR LE 17 JUILLET ... [illegible]

Orgues et Instruments de Musique. LES célèbres orgues de Mason et Hamlin ... LOUIS GRUNEWALD ... 129 rue du Canal.

MAISON D'ACCOUCHEMENTS, ... [illegible]

Avis au Public. M. CHARLES GAULON, ... [illegible]

PIERRE DUFORT, ENTREPRENEUR DE POMPES FUNÈBRES, ...

Avis. LA Société SLOCOMB & BALDWIN ... C. A. SLOCOMB, ... C. P. SLOCOMB, ...

Propriétés à vendre et à louer.

Bonne Occasion — Grocerie à Vendre. ... [illegible]

A LOUER. ... [illegible]

A Vendre. ... [illegible]

A Vendre ou Echanger ... [illegible]

A LOUER. ... [illegible]

A vendre pour cause de départ CAFÉ ET PENSION FRANÇAISE ... [illegible]